

Le 7 octobre

le «tous ensemble» prend tout son sens !



- 11 200 suppressions d'emplois dans l'enseignement scolaire à cette rentrée !
- 13 500 programmées pour 2009, dont vraisemblablement 6000 dans le premier degré : l'école maternelle et le RASED sans doute ciblés !

→ C'est ainsi que « le sarkozisme est l'ami de l'école », selon X. Darcos qui dénigre en permanence le service public d'éducation et les missions des personnels éducatifs.

→ Ces suppressions d'emplois s'accompagnent de multiples annonces de transformations radicales du système éducatif, dans le droit fil de la loi Fillon de 2005.

- **Lycée général à la carte**, remanié profondément en toute hâte, voie et enseignements technologiques menacés, disciplines reléguées et globalisées dans des modules annualisés et non pérennisés,
- **Généralisation du bac pro 3 ans** et fermeture des BEP au lycée professionnel,
- **Collège laissé pour compte**,
- **Réforme des « 4 jours à l'école »**, avec la suppression du samedi, inefficace et contreproductive, mise en péril des Rased, programmes scolaires rétrogrades dénoncés par tous, attaque contre le droit de grève avec le service minimum d'accueil dans le 1^{er} degré.
- **Disparition de la formation initiale** à travers les attaques contre les IUFM,
- **Baisse significative des postes aux concours et des recrutements**,
- **Suppression de la carte scolaire** au profit d'une politique de discrimination positive pour les établissements les plus demandés, catastrophique en termes de mixité sociale,
- **Métier d'enseignant**, de conseiller d'orientation psychologue, de CPE et personnels de vie scolaire, sérieusement malmené et pour lequel on annonce après « Pochard » une nouvelle mission ministérielle...

→ Ces « réformes » sont conformes aux politiques de l'emploi conduites à l'Education nationale, concrétisées notamment par le non remplacement d'un départ en retraite sur deux.

→ Elles ont pour finalité le redéploiement des moyens, « donnant-donnant » présenté par le ministre : heures supplémentaires et primes contre suppressions d'emplois et dégradation des conditions de travail...

Face à cette marche forcée, à l'appel de la CGT Educ'action, tous en grève, le 7 octobre, avec l'ensemble des salariés pour une autre politique de l'emploi, des salaires et de l'éducation.



Les besoins sont criants pour...

- Que l'école réponde à la réussite de tous au-delà de la condition sociale de chacun.
 - Que l'école permette à chaque jeune d'accéder à la culture et à la citoyenneté, d'acquérir une formation générale et professionnelle débouchant sur une qualification reconnue.
- C'est aussi l'enjeu de cette journée mondiale pour le travail décent à laquelle la confédération CGT appelle : une bonne formation, une qualification reconnue garantes d'un travail décent.

Travailler plus pour gagner plus : un marché de dupes !

Le fameux "travailler plus pour gagner plus" débouche sur l'attribution massive d'heures supplémentaires. Derrière la volonté de faire des économies sur les emplois d'enseignants (-13 500 en 2009) se cache une autre duperie.

Pour la CGT Educ'action, cette disposition n'est pas une mesure salariale : elle ne répond pas aux attentes collectives d'augmentation du pouvoir d'achat. Elle ne concerne que ceux à qui l'employeur propose ou impose des heures supplémentaires.

A noter que les enseignants du second degré ne peuvent, pour l'instant, se voir imposer qu'une seule heure sup.

→ Les heures sup. dans l'Education nationale sont sous-payées, alors qu'elles devraient être majorées dès la première heure.

- **Concrètement, l'heure sup. année (HSA)**, attribuée pour une action régulière, est rétribuée 1 058,97 € ; ramenée à l'heure semaine, elle vaut 29,41 €. Elle est donc très inférieure au paiement d'une heure normale année, quel que soit l'échelon !

Au 6^e échelon, un certifié ou un PLP gagne par exemple 39,40 € de l'heure. Par ailleurs, l'HSA n'est versée que 9 mois (année scolaire) sur 12.

- **Un autre type d'heure sup. existe** : l'heure supplémentaire effective (HSE), attribuée pour une action ponctuelle (soutien, remplacement...), est majorée de 25 % par rapport aux HSA et payée 36,76 €. C'est à peu près l'équivalent d'une heure normale pour un 5^e échelon.

Pour le premier degré, l'injustice est encore plus forte.

On peut comprendre qu'un nombre limité d'heures sup. soit nécessaire pour ajuster les services des enseignants. Ces heures (HSA ou HSE) doivent être rémunérées sur la base de l'heure normale correspondant à l'échelon et majorée de 25 %.

La décision d'attribuer une prime de 500 € aux collègues acceptant de faire trois heures sup. correspond à une majoration au mieux de 5 € par heure supplémentaire.

On est encore très loin du compte !

La CGT Educ'action dénonce cette politique de gestion comptable recourant massivement aux heures sup. Outre la duperie financière, celle-ci contribue à réduire les coûts salariaux, à diminuer l'emploi public et à alourdir encore la charge de travail des enseignants.

Pour être au fait de l'actualité sociale, vous pouvez consulter les sites de :

- La CGT : www.cgt.fr, notamment la lettre d'information du site
- La FERC : www.ferc.cgt.fr
- L'UNSEN-CGT : www.unsen.cgt.fr



Tract 07.10.2008

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

☐ prendre contact

☐ me syndiquer

Nom (Mme, Mlle, M.) Prénom

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

Tél..... e-mail.....

Grade ou corps..... Discipline :

Etablissement.....

Code postal Ville.....

UNSEN-CGT 263, rue de Paris – Case 549 – 93515 Montreuil Cedex – Métro : Porte de Montreuil - Tél. : 01.48.18.81.47
Télécopie : 01.49.88.07.43 – e-mail : unsen@ferc.cgt.fr - Internet : <http://www.unsen.cgt.fr>